

Un autre projet de résolution, présenté par les Pays-Bas, proposait la création d'une commission des Nations Unies pour la Nouvelle-Guinée occidentale, chargée de se renseigner sur la possibilité d'appliquer à bref délai la déclaration sur le colonialisme à la Nouvelle-Guinée occidentale.

Un troisième projet, soumis par le Nigéria, proposait que l'indépendance de tous les pays africains soit réalisée d'ici 1970.

Un quatrième projet, parrainé par 36 délégations, proposait la création d'une commission spéciale de 17 membres, chargée d'étudier la mise en application de la déclaration sur le colonialisme et de présenter des recommandations à ce sujet.

Le cinquième projet, soumis par l'Inde, demandait que l'Indonésie et les Pays-Bas effectuent des négociations, sous l'égide du président de l'Assemblée, afin de trouver une solution au problème de la Nouvelle-Guinée occidentale.

Interrompant l'examen de ces questions, l'Assemblée a adopté une résolution présentée par 34 nations et faisant appel à la France pour "faire droit aux légitimes revendications" des prisonniers algériens en France, en reconnaissant leur statut de prisonniers politiques. Cette question avait été introduite à titre de problème urgent, afin de porter remède à la situation créée par la grève de la faim entreprise par des milliers d'Algériens prisonniers. La résolution a été adoptée par 62 voix contre 0, et 31 abstentions (y compris celle du Canada).

Le Bureau de l'Assemblée générale a décidé, sur la demande de l'Inde, de recommander l'inscription à l'ordre du jour d'un nouveau point relatif à la désignation d'une Année des Nations Unies pour la coopération internationale. Comme l'a expliqué le représentant de l'Inde, le but de l'Année serait de faire tendre à un climat de coopération, et non plus de conflits, et d'attirer l'attention sur le côté positif des efforts des Nations Unies. L'Assemblée doit encore se prononcer sur l'inscription de ce point.

Première Commission (questions politiques et de sécurité)

Au cours de la période à l'étude, la Première Commission a examiné les trois premiers points de son ordre du jour: la question indienne sur "la continuation de la suspension des essais nucléaires et thermonucléaires et l'obligation des États de s'abstenir de leur reprise"; la question du Royaume-Uni et des États-Unis sur "le besoin urgent d'un traité visant à interdire, sous contrôle international efficace, les essais d'armes nucléaires", point que la Commission a décidé d'étudier simultanément avec la question indienne; enfin, "la question du désarmement".

L'inquiétude relative aux effets nuisibles, pour la santé mondiale, des essais nucléaires atmosphériques, essais que l'Union soviétique a repris le 1^{er} septembre, s'est intensifiée à la suite de l'annonce faite par M. Khrouchtchev que son gouvernement avait l'intention de faire exploser une bombe de 50 mégatonnes dans l'atmosphère, avant la fin d'octobre.

A la demande du Canada, du Danemark, de l'Islande, de l'Iran, du Japon, de la Norvège, du Pakistan et de la Suède, la Commission a décidé d'interrompre sa discussion sur l'expérimentation d'armes nucléaires, afin de prendre immédiate-